

## L'intervention française en Russie méridionale en 1918-1919

Chef d'escadron Patrick Lunet

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Lunet Patrick. L'intervention française en Russie méridionale en 1918-1919. In: Revue Historique des Armées, n°186, 1992. 150 ans d'actions extérieures. pp. 52-62;

doi : <https://doi.org/10.3406/rharm.1992.4106>;

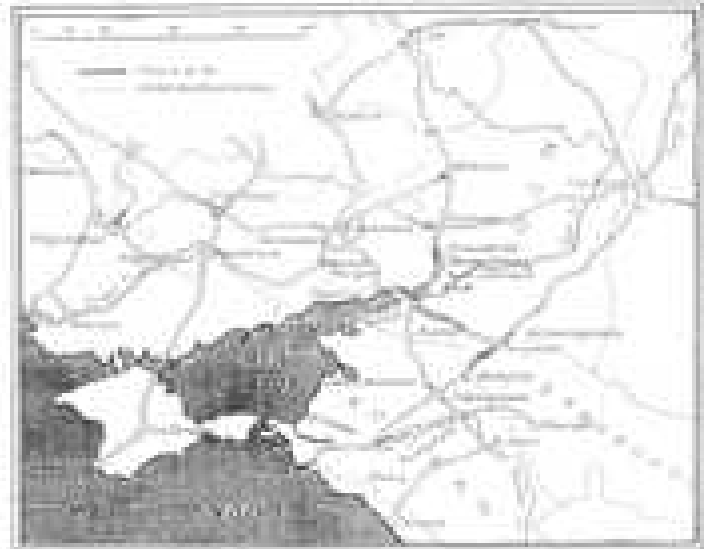
[https://www.persee.fr/doc/rharm\\_0035-3299\\_1992\\_num\\_186\\_1\\_4106](https://www.persee.fr/doc/rharm_0035-3299_1992_num_186_1_4106);

---

Fichier pdf généré le 22/02/2024

# INTERVENTIONS DE LA FRANCE EN U.R.S.S. APRÈS LA GUERRE DE 1914-1918

*Théâtre de la guerre civile en  
Russie méridionale  
(réalisation R.H.A.).*



*Carte générale de la Russie et de la Sibérie (réalisation R.H.A.).*

# L'INTERVENTION FRANÇAISE EN RUSSIE MÉRIDIIONALE EN 1918 - 1919



*Entrée de l'escadre alliée à Sébastopol le 26 novembre 1918 (réalisation R.H.A.).*

## Les Alliés face à la révolution Russe et à ses conséquences

La révolution russe de février 1917, largement provoquée par les incohérences du régime tsariste, tant dans le domaine de la politique économique et sociale, que dans celui de la conduite de la guerre proprement dite, amena à la conduite des affaires une majorité «menchevik», radicale-socialiste, très proche des idéaux de la majorité au pouvoir en France.

Au départ, donc, point d'hostilité et même une certaine sympathie «idéologique» et ceci d'autant plus que l'attitude du gouvernement russe face à la guerre ne changeait pas. Non seulement la Russie continuait la lutte, mais elle préparait et entreprenait durant l'été 1917 une vaste offensive qui tourna malheureusement au désastre en raison de la démoralisation de l'armée.

Lors de la prise de pouvoir par Lénine en octobre suivant, les Alliés eurent d'abord une réaction neutre, sinon compréhensive, motivée essentiellement par l'incapacité de Kérenski à juguler l'anarchie et par la désagrégation du pouvoir en Russie. Au début de l'année 1918, leur attitude demeurait encore hésitante, embarrassée et

constamment sujette à des revirements.

Sur le plan politique, on constatait une grande naïveté concernant les intentions réelles du gouvernement Bolchevik, avec lequel, croyait-on, il était possible de s'entendre. Dans le domaine diplomatique, les efforts de l'Entente portaient essentiellement vers une reprise des hostilités sur le front oriental, après l'armistice conclu entre les Rouges et les Austro-Hongrois à Brest-Litovsk le 15 décembre 1917. Pas question donc d'aider les contre-révolutionnaires comme certains en avançaient l'idée dès cette époque.

Il convient toutefois de noter que la révolution bolchevique, survenue moins d'un mois avant la prise de pouvoir de Clemenceau, lui était apparue aussitôt comme catastrophique. Le Président du Conseil considérait en effet les Bolcheviks comme des agents, volontaires ou inconscients, de l'Allemagne. Néanmoins, les Alliés adoptèrent une attitude plutôt neutre qui perdura jusqu'à la conclusion du traité de paix le 3 mars 1918.

Donnant raison aux préventions de Clemenceau, le retrait russe de la guerre fut alors considéré par les Alliés comme une véritable trahison. Libérant une cinquantaine de divisions aguerries au profit du front occidental, il permettait à l'Allemagne de disposer d'une supériorité quantitative et qualitative



*Le général Franchet d'Espèrey à bord d'une vedette en route vers la mer Noire, le 25 novembre 1918 (archives R.H.A.).*

indéniable, que l'entrée en guerre des États-Unis ne pouvait encore compenser (1).

Cette évolution détermina largement l'attitude des Alliés à l'égard des Bolcheviks. Clemenceau, en accord avec les Alliés, adopta au début une politique d'intervention destinée avant tout à maintenir une pression minimale sur les Allemands (c'était l'illusion de la reconstitution d'un second front). Après l'armistice du 11 novembre 1918, l'Angleterre et la France se lancèrent dans une politique d'intervention directe nettement marquée par la volonté de maintenir leur influence dans la région et de contenir l'expansion bolchevique.

(1) Le ministre français des Affaires étrangères pouvait ainsi déclarer :

*«La Russie, notre alliée, est sortie de la guerre par l'action du gouvernement Bolchevik qu'elle subit. Il l'en a fait sortir en déchirant tous les contrats qui la liaient à nous et en annulant les obligations qu'elle avait souscrites. (...) Comment aurions-nous pu, nos alliés et nous, rester impassibles en présence d'un acte qui constituait, je le reconnais et je le déclare, pour nos ennemis, une victoire de conséquences incalculables». J.O. Chambre, 1918, p.3 716.*

(2) Cette politique alliée est parfaitement définie dans une déclaration de monsieur Pichon, ministre des Affaires étrangères du Cabinet Clemenceau, lors de la discussion au Parlement du projet de budget pour 1919, le 29 décembre 1918 :

*«Toutes nos interventions en Russie, depuis un an, ont été dirigées contre l'Allemagne. Tout ce que nous avons fait contre les Bolcheviks, c'est en réalité contre les Allemands que nous l'avons fait.*

*On nous a dit que nous n'avions pas de politique : c'est ce que nous allons voir. Pourquoi avons nous envoyé des troupes à Arkhangel, à Mourmansk et en Sibérie ? (...) Pour prévenir le retrait de troupes allemandes destinées alors à être envoyées sur le front occidental : pour combattre*

Jusqu'au 11 novembre 1918, il s'agissait donc de maintenir ou de rétablir un second front pour obliger le commandement allemand à laisser à l'est des forces conséquentes. En fait, le million d'hommes qui resta sur place servit surtout à garantir la sécurité des territoires russes occupés face aux actions de guérillas menées par des éléments révolutionnaires de tout poil.

Initialement, les ambassadeurs alliés et associés demandaient l'envoi de quelques régiments qui, selon eux, suffiraient pour éliminer les Bolcheviks et permettraient à la Russie de reprendre la guerre. Mais la crise des effectifs sévissant à cette époque

*l'infiltration allemande et la mainmise de l'Allemagne sur la Russie : pour sauver les Tchécoslovaques, nos alliés, menacés de destruction par les Allemands et les Bolcheviks : pour venir en aide aux associations et aux groupements russes dévoués de l'Entente : pour permettre aux éléments fidèles à notre alliance, respectueux de nos contrats, décidés à tenir leurs obligations internationales, de s'organiser efficacement et de lutter contre la ruine et l'anarchie dont les conséquences pouvaient s'étendre à nous-mêmes (...).*

*Nous nous défendons simplement nous-mêmes en veillant à nos intérêts vitaux dans ce pays où nous avons des attaches d'une importance considérable et où nous devons nous efforcer de faire respecter les droits qu'un gouvernement anarchique a foulés aux pieds au mépris de ses obligations les plus certaines et les plus sacrées».*

*J.O. Chambre, 1918, p.3 716.*

(3) Le député Maurice Violette déclare ainsi devant le Parlement :

*«La question de l'expédition de Russie se posa en France dès l'armistice. La France n'en voulait à aucun prix. Le gouvernement, lui, l'avait résolue à tout prix. Il s'agissait donc, en cet état, de trouver une telle manière qu'il pût toujours fournir une explication au moment opportun, devant la Chambre, pour arriver à obtenir une majorité, au moins*

au sein de l'Entente rendait cette solution inapplicable et suscitait une ferme opposition de la part du Commandement allié. Clemenceau rejeta donc cette perspective et se résigna, avec l'accord général, à renforcer avec des moyens très réduits les forces «autochtones» qui luttèrent à la périphérie : Finlandais, Légion Tchèque, Caucasiens, Roumains, Ukrainiens, Cosaques du Don, ... (2).

Ainsi, conformément à cette politique d'intervention limitée, des opérations ponctuelles furent menées entre la fin 1917 et la fin de l'été 1918 :

débarquement de troupes anglaises et françaises (un régiment environ) à Mourmansk et Archangelsk, où se trouvaient des dépôts d'armes fournies par les occidentaux, et qui permirent la constitution d'une armée blanche sous le commandement du général Milner ;

envoi d'un corps expéditionnaire multinational (moins d'un millier de Français, des Anglais, 7 000 américains et 70 000 Japonais) à Vladivostok ;

fourniture d'argent, de matériel et de munitions aux forces blanches de l'Ataman Sémenov (Sibérie Orientale) et aux cosaques du Don de l'Ataman Khalédine ;

ravitaillement en armes et munitions de la Légion tchèque (50 000 hommes), qui contrôlait le Transsibérien.

Il fallut les succès de l'Armée d'Orient à partir de septembre 1918, sous le commandement du général Franchet d'Espèrey, pour que Clemenceau réexamine sérieusement l'éventualité d'une politique nettement antibolchevique.

Dès lors, l'intervention directe des Français en Russie méridionale devenait possible. Les opérations se déroulèrent entre décembre 1918 et avril

---

*provisoire* : (au cours du débat de juin 1919, le gouvernement soutenait encore la thèse selon laquelle l'intervention française était motivée par une lutte contre les Allemands qui, selon lui, encadraient largement les formations Bolcheviques - NDR). *Ce fut donc, en Russie, un régime de guerre pour servir la politique du gouvernement, mais sans déclaration de guerre, pour ne pas trop heurter l'opinion publique.(...) Le Gouvernement, dans ces conditions, se trouvait obligé de recourir aux demi-mesures.(...) Il n'était pas besoin d'être doué d'un sens critique supérieur pour comprendre que cette politique était folie. Vouloir entreprendre le blocus de la Russie, même avec 300 000 ou 400 000 hommes, en admettant qu'on eût pu les envoyer, c'était quelque chose d'à peu près aussi raisonnable que d'entreprendre le blocus de Paris avec une compagnie d'infanterie : à plus forte raison lorsqu'on devait se contenter de tenter le blocus de la Russie avec les 30 000 ou 40 000 hommes que, sans trop faire crier la France, on pouvait essayer de prélever sur nos contingents pour les envoyer là-bas».*

J.O. Chambre, 1919, p.2 591.

(4) Monsieur Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères du Cabinet Clemenceau, devait ainsi déclarer au Parlement : «Je pourrais établir par des documents

1919 et se soldèrent par un échec total. L'examen minutieux de leur contexte politique, diplomatique et militaire permet de mieux comprendre les raisons de cette faillite :

– absence de consensus dans la classe politique française, mettant en cause l'opportunité même de l'intervention (3) ;

— limitation de la marge de manœuvre des différents acteurs l'action se déroulant dans un cadre international (4) ;

insuffisance du renseignement, au moins autant sinon plus pour le politique que pour le militaire (5).

Cet examen oriente ainsi une réflexion prospective sur les conditions générales dans lesquelles doivent se concevoir les actions extérieures d'envergure, menées dans un cadre multinational, et que les événements récents dans le golfe Persique permettent de mettre en valeur.

## L'intervention directe en Russie méridionale décembre 1918 - avril 1919

### La situation en Russie méridionale avant l'intervention

La conclusion de l'Armistice ouvrait la porte des Détroits à l'Entente, permettant ainsi d'envisager la possibilité d'une intervention en Russie méridionale. Deux éléments d'ordre pouvaient dès lors servir de pivot à une action militaire :

l'Ukraine ;

l'Armée des Volontaires.

---

*incontestables qu'elle (notre politique - NDR) est en accord absolu avec la politique des Alliés et il serait impossible d'en faire une autre sous peine d'être seul».*

J.O. Chambre, 1918, pp. 3 721-3 722.

(5) Sur ce point précis, un extrait de l'interpellation du gouvernement par un député de l'extrême gauche (de l'époque !) est particulièrement intéressant :

«M. Franklin-Bouillon, avec une autorité que je ne possède pas, a critiqué l'insuffisance de renseignements de notre diplomatie pendant la guerre. Elle est évidente et - vous en êtes d'accord avec nous, j'en suis sûr, sur ce point - nulle part elle ne s'est manifestée de façon plus continue et plus éclatante qu'en ce qui concerne la Pologne et la Russie. Pour la Russie, vous savez bien sans doute, monsieur le Ministre, qu'il y a quelques semaines encore, la maison de la presse aussi bien que les services du Quai d'Orsay continuaient à recevoir des journaux russes vieux de plusieurs semaines (...). Malgré tous les efforts faits par certaines personnes, malgré toutes les suggestions qu'ont pu apporter certains particuliers ou quelques parlementaires, on n'a pas réussi à améliorer le régime et l'on a continué, au Quai d'Orsay, de se faire une opinion avec des journaux vieux de plusieurs mois (...)». J.O. Chambre, 1918, p.3 720.

Fruit de l'effort politique allemand, l'Ukraine s'était constituée en État indépendant sous la férule de l'hetman Skorospadski, moins germanophile qu'opportuniste, qui assumait fermement le maintien de l'ordre et tenait le pays bien en main. Dès le 20 octobre 1918, sentant le vent tourner, il avait pris contact avec les Alliés pour justifier de sa germanophilie passée et proposer une collaboration avec l'Entente sur la base d'un large fédéralisme. L'Ukraine semblait donc avoir, au moment de l'Armistice, d'intéressantes chances de survie et son orientation politique s'avérait largement conforme aux vues franco-anglaises sur la question russe, dans le cadre de la politique des nationalités.

Autre élément d'ordre dans la région, l'Armée des Volontaires était forte au 1er novembre d'environ 90 000 hommes. Constituée dès la fin de 1917 sous l'autorité du général Kornilov, ancien généralissime des armées russes du gouvernement Kérenski, elle avait entrepris au cours du premier trimestre de 1918 une première campagne dans le Kouban, pour y constituer la base de départ des contre-révolutionnaires. Après de remarquables succès initiaux, les Volontaires échouèrent sous Ékatérinodar, où le général Kornilov trouva la mort. A l'issue d'une longue retraite, l'Armée des Volontaires se reforma dans les territoires du Don, puis, sous l'autorité du général Dénikine, successeur de Kornilov, reprit l'offensive au début de l'été 1918, avec de nouveau comme objectif le contrôle du Kouban. Après s'être assurés d'une base arrière avec la prise d'Ékatérinodar le 3 août 1918, les Volontaires s'emparèrent du port de Novorossiisk, donnant sur la Mer Noire. Dénikine disposait ainsi d'une liaison avec les Balkans (Armée d'Orient) et avec l'Europe. Les contacts avec les Alliés étaient désormais possibles, et d'autant plus prometteurs que ces derniers avaient débarqué à Vladivostock des contingents destinés à soutenir l'action d'un gouvernement sibérien installé à Omsk.

### La décision d'intervention

Après l'Armistice, et pour ce qui concerne la politique des Alliés en Russie, deux tendances s'affrontaient :

Foch, partisan d'une action «musclée», se faisait fort avec 250 000 hommes de bonnes troupes, d'écraser un mouvement qu'il considérait comme minoritaire :

... le Quai d'Orsay penchait plutôt pour la négociation, par conviction et par intérêt : le Président Wilson était favorable à l'apaisement et en Angleterre, seul Winston Churchill, alors ministre de la Guerre, préconisait une intervention directe. Il fallait donc éviter une crise diplomatique au moment où allaient s'ouvrir les pourparlers de la Conférence pour la Paix.

Il convient par ailleurs de noter que les buts

politiques finaux d'une intervention n'étaient pas bien clairs. Monsieur Duroselle estime en effet «qu'il y avait, de la part des militaires, une prédilection pour une politique des nationalités» (6), désormais possible à la faveur des troubles qui déchiraient l'ancien empire des tsars. L'Ukraine apparaissait ainsi comme «le lieu privilégié de l'action française» (7). Cette première thèse était en particulier celle du général Berthelot, futur commandant de l'Armée du Danube et à ce titre, responsable direct de l'intervention en Russie méridionale. Elle conduisait donc à soutenir prioritairement l'Ukraine.

Une thèse opposée, défendue notamment par monsieur Noulens, ambassadeur de France à Pétrograd, considérait qu'il ne fallait pas démembrer l'ensemble russe, suivi en cela par les responsables contre-révolutionnaires pour qui l'Empire devait être restauré dans son intégralité territoriale quelle que soit la forme de gouvernement qui serait retenue. Il s'agissait donc, dans cette hypothèse, de privilégier le soutien aux Russes blancs en général, et en particulier au gouvernement pan-russe formé par Dénikine à Ékatérinodar. Cette dernière approche posait toutefois le problème de la création de l'État Polonais et des États Baltes, et explique sans doute pourquoi Clemenceau, se ralliant aux thèses défendues par le général Berthelot, reconnut officieusement l'Ukraine. Il entérinait ainsi un accord conclu avec les Anglais le 23 décembre 1917, qui partageait les responsabilités en Russie méridionale :

zone anglaise : territoires cosaques, Caucase, Arménie, Géorgie, Kurdistan :

zone française : Bessarabie, Ukraine, Crimée (8).

L'Entente privilégiait donc une politique des nationalités qui favorisait largement les intérêts franco-anglais. Les réticences américaines, que nous évoquerons plus loin, comme le désaccord fondamental avec les chefs contre-révolutionnaires ne s'en expliquent que mieux.

Pour ce qui concerne les modalités de l'intervention proprement dite, Clemenceau adopta un moyen terme : la politique du «cordon sanitaire». Dans une note du 26 octobre, il suggérait ainsi aux alliés d'«encercler économiquement le bolchevisme au nord et au sud. (...) Au nord, il suffit de poursuivre l'œuvre commencée. (...) En Russie méridionale, avec la capitulation de la Turquie, l'Armée d'Orient et l'Armée britannique permettront de constituer un cordon sanitaire qui l'isolera et condamnera les Bolcheviks à périr d'inanition» (9).

Concrètement, il s'agissait de «viser, d'une part, la saisie de gages territoriaux qui nous étaient nécessaires pour garantir nos intérêts et, d'autre part, la reconstitution de forces locales en vue de l'établissement d'un régime d'ordre favorable à

*notre cause*» (en Ukraine - NDR) (10). Cette notion de saisie de gage donne d'ailleurs un éclairage particulier à l'intervention. Il faut en effet se rappeler que, dès leur prise de pouvoir, les Bolcheviks avaient annoncé leur intention de ne pas honorer les engagements de la Russie tsariste et en particulier les clauses liées au remboursement du fameux «emprunt russe». Rien qu'en France, 1 800 000 actionnaires avaient ainsi perdu les sommes investies. Dès décembre 1917, Clemenceau avait été violemment interpellé sur ce sujet par des députés qui le sommaient de prendre des dispositions. Le gouvernement fut par la suite explicitement accusé de vouloir se faire rembourser les emprunts russes grâce aux bénéfices de l'intervention (11). Cette hypothèse n'est d'ailleurs pas à écarter si l'on considère que l'effort d'industrialisation ayant motivé l'appel aux capitaux étrangers avait surtout porté sur l'Ukraine (bassins du Dniepr et du Donetz). On envoya donc un corps expéditionnaire à Odessa et Sébastopol, qui devait prendre sur place les gages indispensables (les ports et arsenaux de l'ex-flotte impériale de la Mer Noire) et servir de pivot pour l'aide au gouvernement ukrainien. Dénikine devait recevoir toutefois des officiers d'État-Major, des instructeurs et du matériel (12).

## Le déroulement des événements

Le film précis des événements, tels qu'ils se sont déroulés vus du côté français, figure en annexe. Il est plus intéressant d'analyser certains aspects particuliers au déclenchement de cette intervention (13).

Il est indéniable que lors des premiers contacts entre l'Armée des Volontaires et des militaires alliés (10 novembre 1918 - arrivée d'une escadre franco-anglaise à Novorossiisk), une certaine confusion a régné : gagnés par l'enthousiasme des Volontaires, les militaires alliés se sont laissés à répondre aux discours de bienvenue par des promesses qui dépassaient largement le cadre strict du concours consenti aux forces de Dénikine, et dont ils étaient bien en peine de savoir si elles seraient tenues (14).

La France, nous l'avons vu, avait choisi de faire effort sur l'Ukraine où, il est vrai, les perspectives politico-militaires semblaient plus prometteuses. Mais, entre la décision d'intervention et l'arrivée des troupes sur place, la situation politique allait radicalement changer et bouleverser ainsi toutes les prévisions.

Dès le 17 novembre 1918, l'hetman Skorospadski avait constitué un gouvernement favorable à l'Entente présidé par Gerbel, un «ententophile» convaincu. Mais il commit l'erreur de lancer une proclamation dans laquelle il se déclarait favorable à la restauration d'une Russie unitaire sous l'égide des Alliés ! C'était certainement le désir de souffler la vedette au gouvernement d'Ékatérinodar et de le faire passer sous son autorité qui avait inspiré ce choix à l'hetman, mais c'était ignorer totalement les orientations des Alliés. C'était surtout faire fi du sentiment national ukrainien qui servait de ciment au régime. Aussitôt, les nationalistes, dirigés par Vinichenko, se déclarèrent pour une Ukraine indépendante et se soulevèrent contre l'autorité de l'hetman. En moins de vingt jours, les bandes d'insurgés dirigées par Pietloura

(6) J.B. Duroselle, *Clemenceau*, p.802.

(7) A. Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques*, p.106.

(8) M.A.E. Vol 1 000, p.19.

(9) A. Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques*, p.106.

(10) Télégramme n°13862/BS/3 du 2 novembre 1918.

(11) *J.O.* Chambre, 1919, p.2 700.

(12) L'action en Russie faisait l'objet de directives précises :

### A. Motif de l'intervention

*Appel adressé à nous par le gouvernement de Kiew et les populations locales. Contrôle de l'évacuation des troupes allemandes en application des clauses de l'Armistice.*

### B. Mission

*Appuyer les gouvernements locaux à l'intérieur et leur donner le temps et les moyens d'organiser leur propre armée. Assurer la protection des intérêts alliés. S'abstenir rigoureusement de toute intrusion dans la politique intérieure.*

### C. Mode d'action vis-à-vis de l'Ukraine

*Mainmise sur les bases de la Mer Noire et de la Mer d'Azov : Odessa, Nicolaïeff, Sébastopol, Taganrog. Incursions de détachements dans les bassins du Dniepr et du Donetz pour*

*assurer l'ordre et le travail. Vis-à-vis du général Dénikine envoi de moyens matériels : armement, munitions, instructeurs, officiers d'E.M.*

### D. Moyens

*En Ukraine, 3 DI françaises, dont une à venir de Salonique, 3 DI grecques, éventuellement les troupes roumaines disponibles. L'emploi de troupes italiennes et anglaises ne devait être envisagé qu'après entente avec les gouvernements intéressés». Télégramme n°14476/BS/3 du 21 novembre 1918.*

(13) Sur le déroulement précis des événements vus du côté français, voir l'ouvrage du général Jean Bernachot : *L'Armée du Danube, l'Armée Française d'Orient*, pp. 65 à 239.

(14) La logique militaire ne s'accomode pas toujours des subtilités politiques. Ainsi, le lieutenant Erlich, futur député, proclame le 26 novembre : «*Vous pouvez compter sur l'aide de la Grande-Bretagne et de la France ! Nous sommes pour vous, nous sommes avec vous... Je crois fermement que bientôt, sur les tours du Kremlin, le drapeau rouge taché de sang de tant d'innocentes victimes, sera remplacé par le glorieux emblème tricolore de la Grande Russie Une et Indivisible...*». M. Grey et J. Bourdier, *Les armées blanches*, p.181.

prîrent le dessus et se rendirent maîtres de la quasi-totalité du pays. Le 8 décembre, elles parvenaient à moins de 50 kilomètres d'Odessa. C'était donc dans un pays en pleine anarchie, travaillé en profondeur par la propagande bolchevique (surtout dans les ports), que les forces françaises intervenaient, sans d'ailleurs que le gouvernement comme les responsables militaires de l'opération en aient vraiment conscience. Passés les premiers moments d'euphorie, les Français, qui avaient occupé Odessa, Nikolaïev, Kherson et Sébastopol, furent surpris de constater que le tableau offert par les éléments contre-révolutionnaires de la Russie méridionale apparaissait dominé par la division, l'arrogance, l'incompétence et l'impuissance.

Compte tenu de la situation de l'Ukraine, le contraire eut été surprenant ! Pire, le pilier sur lequel la France comptait faire reposer le principal de son intervention avait disparu.

Il fallait donc se résoudre à composer avec Dénikine. Et là, les choses n'allèrent guère mieux. Sur le plan stratégique tout d'abord, Dénikine n'était en aucune façon intéressé par la prise de contrôle des ports de Sébastopol et Odessa. Sa base arrière était assurée au Kouban avec le contrôle de la capitale, Ékatérinodar, ainsi que du port de Novorossiisk, sur la Mer Noire. La prise des deux villes d'Ukraine et de Crimée constituait pour lui une surprise et à la limite une déception. Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il porte une attention particulière à cette région, laissant ainsi se développer une anarchie qui sera vivement, et à juste raison, dénoncée par les autorités militaires françaises. Sur le plan politique, le désaccord portait sur les buts de la contre-révolution. Nationaliste convaincu, Dénikine se préoccupait essentiellement de s'emparer de Moscou ou Pétrograd, assuré ainsi de se débarrasser du pouvoir bolchevique et de rétablir l'intégrité du territoire de la Grande Russie. Cette stratégie s'opposait nettement à celle des Français, pour qui les buts de guerre devaient, on l'a vu, viser l'établissement d'une zone tampon.

Dès lors, les rapports ne pouvaient que s'envenimer, ce qui explique que, dès avant l'évacuation d'Odessa, le général Dénikine avait perdu tout espoir d'une aide effective de la France.

## **La conduite politique de l'intervention : divergences lors de la Conférence de la Paix sur la question russe**

À partir du 11 novembre 1918, trois politiques différentes s'offraient aux Alliés :

considérer que le bolchevisme était un mouvement aussi dangereux pour la civilisation que le militarisme allemand et en conséquence, tout faire pour le détruire, sachant qu'il faudrait y consentir des moyens considérables :

mener la politique d'encerclement dite «du cordon sanitaire», sachant que cela conduirait les populations russes à la famine, ce que, pour des raisons évidentes d'humanité, une nation civilisée ne saurait accepter :

demander aux représentants des diverses factions russes de conclure une trêve et de venir négocier entre eux.

De fait, c'est le soutien aux Russes Blancs qui avait été entrepris initialement, à défaut d'une action plus musclée que la crise des effectifs rendait impossible.

Toutefois, de profondes divergences sur la question Russe apparurent entre les Alliés dès le début de la Conférence pour la Paix, les 20 et 21 janvier 1919. Ceci fut parfaitement compris par Lénine, qui fit de multiples tentatives d'approche auprès des gouvernements américain et anglais par l'intermédiaire de Litvinov, ambassadeur des Soviets à Londres et Tchitchérine, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères.

### **Le point de vue américain : une volonté «impérialiste» du gouvernement français.**

Au départ, le principe d'une intervention alliée en Russie était implicitement contenue dans le sixième point du fameux projet de paix en 14 points du président Wilson (15). Ainsi, le 9 novembre 1918, le président Wilson avait déclaré qu'il n'était pas disposé à négocier avec les autorités bolcheviques. Cependant, sur la foi de rapports adressés par un agent «occulte» du secrétaire d'état Lansing, il estimait ultérieurement que si une intervention continue finirait par briser la puissance des soviets, cette intervention devrait alors «continuer sur une échelle bien plus grande, pour une période indéfinie, afin de mater l'anarchie qui sera inévitable» (16). Ainsi, c'est bien d'une répugnance à intervenir massivement dont il s'agissait.

Par contre, le même agent estimait que «le Gouvernement des soviets est le seul qui soit à même de tenir en main le peuple russe... La continuation de l'intervention Alliée ferait le jeu de ces extrémistes («un grand nombre de Bolcheviks, qui sont opposés aux plans de conciliation de Tchitchérine et Litvinov» - NDR-) tandis qu'une politique d'accord avec le gouvernement des soviets contrebalancerait leur influence, renforcerait le rang des modérés et, faisant revivre le commerce et l'industrie, amènera une prospérité qui sera le meilleur des antidotes contre le bolchevisme» (17).

On voit poindre ici la raison majeure de la position américaine : il valait mieux négocier car les aspects négatifs du régime se dissolveraient dans une prospérité retrouvée.

À cette prévention intrinsèque contre une intervention directe, s'ajoutait une indéniable méfiance



quant aux intentions réelles des Franco-Anglais. Le «colonel» Edward Mandell House (18) écrivit, à propos de l'intervention franco-anglaise en Russie :

*«Il semble que les Français et les Anglais aient convenu entre eux que l'Ukraine constituerait une sphère d'influence pour la France, tandis que l'Angleterre se réserverait la Baltique et le Caucase. Sydorenko et Penkelo communiquèrent à différents membres de la délégation américaine un document qui fut depuis publié dans un périodique américain et qui paraissait représenter les prétentions françaises sur l'Ukraine vers la fin de 1918. La France y demandait le contrôle des chemins de fer, des finances et l'organisation de l'État-Major et de l'Armée» (19).*

Le choix de certains termes comme «sphère d'influence», «prétentions», sous la plume du conseiller d'un président qui tout au long de la Conférence, s'était attaché à défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne peut laisser indifférent. Il atteste plus que tout du désaccord fondamental entre les Alliés.

Dans ces conditions pour les Américains, une politique d'intervention était en fin de compte nuisible aux intérêts de l'Entente. Outre les motifs politiques qui inspiraient cette position, la crainte de voir l'armée américaine s'engluier dans un conflit qui ne la concernait pas constituait, comme pour les Anglais, une raison suffisante pour ne pas intervenir.

Ainsi, le gouvernement américain s'alignait, autant par intérêt que par conviction, sur la position préconisée par Lloyd George.

### Le pragmatisme du point de vue anglais

Lloyd George estimait en effet que, gouvernant un pays que sa constitution sociale rendait plus perméable que la nation française à la propagande subversive, il ne pouvait se permettre de mener une politique hostile à un régime que les Trade Unions et les ouvriers anglais voyaient se mettre en place avec une certaine sympathie. Qui plus est, une poli-

tique d'intervention dans la guerre civile ne pouvait mener à rien, car selon lui, compter sur les Russes Blancs équivaudrait à «bâter sur du sable», et il était inconcevable d'engager en territoire russe des forces suffisantes pour obtenir un résultat décisif. Le tenter, serait s'exposer à des mutineries dans ces troupes, qui attendaient avec impatience la démobilisation. Il était donc insensé de songer à écraser le bolchevisme par la force militaire, et il valait donc mieux négocier.

### Le point de vue français

Clemenceau n'était pas favorable au principe de négociations avec les Bolcheviks, les tenant pour des criminels et estimant que ce serait leur donner une légitimité qui les renforcerait. La proposition des Américains et des Anglais s'opposait à ses convictions profondes.

Il considérait en effet que le danger de contagion était très grand et qu'il constituait une sérieuse menace pour l'Europe (20). Cette position était d'ailleurs partagée par les représentants italiens à la conférence qui optaient pour une intervention militaire dans un cadre international.



*Les parlementaires bolcheviks venus à Sébastopol discuter l'armistice (archives R.H.A.).*

(15) *«Tout le territoire russe doit être évacué et la Russie doit être mise à même de constituer son gouvernement avec l'aide de tous les Alliés».*

(16) Mermeix, *Le combat des trois*, p. 272.

(17) Mermeix, *Le combat des trois*, p. 272.

(18) Conseiller du président Wilson pour les Affaires étrangères, il n'était en aucune façon «colonel», mais s'était attribué lui-même ce titre. Faisant partie de la délégation américaine à la Conférence pour la Paix, il a assisté à la plupart des délibérations.

(19) E.M. House et Charles Seymour, *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919*, p. 127.

(20) A cet égard, une déclaration à la Chambre du ministre

des Affaires étrangères illustre bien la façon dont le gouvernement français considérait à l'époque celui des Soviets. Parlant des témoignages de Français revenant de Russie, et les reprenant à son compte, il déclarait, le 29 décembre 1918 : *«Il n'y a pas un qui n'essaye de nous mettre en garde contre le danger terrible que fait courir à la paix du monde le maintien d'un pareil foyer de pestilence. (...) une paix qui serait faite dans ces conditions et qui laisserait subsister une Russie en état de guerre civile avec un gouvernement odieux, abominable, faisant une propagande infâme ne serait pas une paix durable, une paix de justice et nous serions constamment menacés d'un recommencement de la guerre».*

*J.O.*, Chambre, 1918, p. 3 718.

L'intérêt même de négociations n'était pas évident, compte tenu de la propension des Bolcheviks à ne pas tenir leurs engagements, comme les suites du traité de Brest-Litovsk l'avaient démontré. En fait, le seul aveu sincère des Soviets était leur volonté affichée de fomenter la révolution dans le monde entier.

Ne pouvant envisager seul une intervention, Clemenceau était naturellement tenté par une politique d'attente, se contentant d'établir des barrages pour éviter la contagion. A ce stade des négociations, toutefois, il estima que, l'intérêt suprême des Alliés était de ne montrer aucun signe de désaccord pour rester maître de la situation. Il valait mieux, dans ces conditions, se rallier à la proposition anglaise, modifiée légèrement dans sa rédaction de façon à éviter une reconnaissance quelconque du gouvernement des Soviets.

### L'échec des tentatives de conciliation

Wilson fit donc rédiger une note invitant les bolcheviks et leurs adversaires à venir s'expliquer dans l'Île des Princes, en mer de Marmara, avec des délégués de l'Entente.

Cette proposition fut acceptée par les Bolcheviks, sous réserve que rien n'entraverait l'organisation d'un gouvernement socialiste. Elle fut cependant rejetée par les autres factions russes, sans doute parce qu'elles espéraient à ce moment-là gagner la guerre civile : la double offensive de Koltchak et de Dénikine allait démarrer.

L'affaire n'en resta pas là. D'accord avec Lloyd George, Wilson décida de poursuivre les tentatives de négociation. Il envoya à Moscou un expert de la délégation américaine à la Conférence de la Paix, William Bullitt, pour s'enquérir des conditions des Bolcheviks. Le 14 mars 1919, Bullitt et Lénine aboutissaient à un projet de paix qui prévoyait le maintien du *statu quo*, la reprise des relations commerciales avec la Russie Bolchevique, mais surtout l'évacuation immédiate des Alliés et la cessation de l'aide militaire aux Russes Blancs. Ce projet n'eut pas de suite, car entre-temps, le déclenchement de la révolution communiste en Europe modifia radicalement la perception de la menace par les Anglo-Saxons.

Prenant acte de cet échec, les Alliés, majoritairement opposés à une politique «dure» décidèrent alors de poursuivre la politique d'intervention limitée, dite du «cordon sanitaire». Le président du Conseil, Clemenceau, dans un télégramme daté du 13 décembre 1918 et adressé aux généraux opérant sur ce théâtre, la décrivait en ces termes : «*Le plan d'action interallié n'a pas de caractère offensif, mais se propose seulement d'interdire aux Bolcheviks l'accès des régions Ukraine, Caucase, Sibérie occidentale, qui leur sont économiquement nécessaires pour durer et où s'organisent des éléments d'ordre russes. Il s'agit donc tout d'abord de constituer et de maintenir un front défensif en avant de ces régions et en particulier en Russie Orientale. Si un effort offensif est nécessaire pour réduire le bolchevisme, il devra être exécuté ultérieurement par des forces russes (...)*» (21) (22).



Le 15 juin 1919, à Ekaterinodar, le général Denikine (au centre) commandant en chef des armées russes du sud, vient reconnaître l'autorité de l'amiral Koltchak comme chef suprême (archives R.H.A.).

## **La fin de l'intervention : l'échec de la politique du cordon sanitaire**

Ce consensus fragile resta de brève durée. En effet, il reposait initialement sur une perception plus aiguë de la menace bolchevique, favorisée par le déclenchement de la rébellion communiste de Bela Kun en Hongrie. Mais l'incompatibilité des intérêts, la lassitude de la guerre et l'impopularité générale de l'intervention limitèrent la marge de manœuvre des Alliés et firent naître rapidement entre eux des divergences fondamentales. Dès lors, chacun suivit son propre intérêt :

les États-Unis, préoccupés par la montée de l'influence japonaise en Extrême-Orient, peu soucieux d'interférer dans ce qu'ils considéraient comme une affaire strictement interne à la Russie, se retirèrent progressivement de Sibérie en 1919 ;

la Grande-Bretagne rapatria ses troupes en 1919 et s'abstint de soutenir directement les forces blanches du général Ioudénitch lorsque celui-ci se lança à l'assaut de Pétrograd, condamnant ainsi une entreprise qui avait pourtant bien commencé.

Ce furent donc des politiques strictement nationales. Elles ont été vivement critiquées par le général Franchet d'Esperey qui estimait que les Anglo-Saxons laissaient à la France le rôle ingrat «du gendarme» (23).

La France se refusa néanmoins à intervenir plus massivement dans le conflit, en raison notamment de l'opposition de son opinion publique. Elle se borna à établir avec les moyens dont elle disposait des périmètres défensifs autour des ports de la Mer Noire. De fait, il n'y eut aucune action concertée avec l'Armée des Volontaires, ce dont Dénikine se plaindra amèrement (24).

La France évacua ses troupes d'Odessa et de Sébastopol dès que celles-ci, confrontées à une poussée des Rouges, se retrouvèrent en situation difficile.

L'ordre du jour adopté le 17 juin 1919 par le Parlement entérinait cet échec : il approuvait «la déclaration du gouvernement, confiante en lui pour faire respecter par tous la discipline dans l'armée

(21) *J.O.*, Chambre, 1918, p. 3 717.

(22) Dans un autre télégramme daté du 21 décembre, Clemenceau est encore plus précis : «Le plan d'action des Alliés est de réaliser simultanément l'encerclement économique du bolchevisme et l'organisation de l'ordre par des éléments russes»

(23) Note n°7012/3 A.A.O du 3 mars 1919 et télégramme n° 7034/3 A.A.O du 4 mars 1919.

(24) «Durant cinq mois, dans la Russie du sud, j'ai attendu un secours efficace des alliés. Les forces armées des Alliés ont occupé, pendant ce temps, certains territoires de la Russie où leur présence n'était pas réclamée par les intérêts russes ou bien aurait pu consister en un déploiement de forces sensiblement moins important. J'ai demandé plusieurs fois

et dans la marine pour poursuivre à l'égard de la Russie, d'accord avec les Alliés et sans expédition militaire, une politique conforme aux intérêts de la France» (25).

Le gouvernement remplaça donc sa politique d'intervention par une aide indirecte aux Russes Blancs et envoya une mission militaire en Russie du Sud, dont la directive n°209090/II-S.M/EMA du 27 septembre 1919 précisait la mission.

En effet, Lloyd George, qui avait jusqu'alors préconisé la négociation, changea brusquement d'avis devant les succès inespérés des doubles offensives de Koltchak en Sibérie et de Dénikine en Russie du Sud en avril-mai 1919. La menace bolchevique pouvant être réduite à bon compte, et pour éviter des problèmes futurs entre Russes blancs et Polonais, l'amiral Koltchak, chef virtuel de l'ensemble des forces contre-révolutionnaires, se vit offrir une aide accrue et une reconnaissance diplomatique en échange d'assurances qu'il s'empressa de fournir.

Mais l'aide arriva trop tard, et le renversement de la situation militaire à l'automne 1919 réduisit cette tentative à néant.

En décembre 1919, la politique d'intervention de la France en Russie méridionale était définitivement liquidée. Le sursaut de l'Armée des Volontaires, menée par le général-baron Wrangel durant l'été 1920 ne bénéficia que d'un soutien logistique fourni par les Anglais qui, manifestement, n'y croyaient plus.

La conclusion «politique» de cette malheureuse affaire fut apportée par Clemenceau lui-même lorsqu'il écrivit, le 3 juillet 1928 : «Il n'y a pas de péril bolcheviste ! C'est un moment à passer. (...) Vous comprenez : pendant un certain temps on se tuera, on s'égorgera, et ça reviendra très rapidement comme avant. Ça ne peut pas durer, ces histoires-là. Car il faut manger. Dans dix ans, la Russie aura un gouvernement bourgeois. (...) De temps en temps, on fusillera encore quelques individus pour donner le change. Mais ça ne trompe que les imbéciles. Elle a refait son armée et rouvert ses banques. (...) Un de ces quatre matins, on verra revenir les popes. Le cercle sera bouclé» (26). ■

*l'envoi d'un petit contingent sur le Don où, précisément, l'aide des Alliés eût été psychologiquement nécessaire. Le refus de cet appoint a provoqué la dislocation du front du Don et la perte d'une moitié de ce territoire avec possibilité de la perte de toute la province : ce qui nous ramène au point où l'on en était il y a six mois. Je vous prie d'avertir votre gouvernement que ces circonstances ont provoqué un manque de confiance absolue et une évolution de l'opinion publique russe point du tout en faveur des Alliés»* (Extrait d'une lettre du général Denikine au général Franchet d'Esperey en date du 18 février 1919).

(25) *J.O.*, Chambre, 1919, p. 2 715.

(26) Martet, *M. Clemenceau peint par lui-même*, p.243.

## LE DÉROULEMENT DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN MER NOIRE

**28 octobre 1918** : Création, constitution et concentration de l'Armée du Danube aux ordres du général Berthelot (Instruction particulière n°5647/3 du Commandant en chef de l'Armée Alliée d'Orient -AAO-) Composition :

- 1 EM de CA (général d'Anselme) 1er GDI ;
- 3 DI françaises (30e DI, 16e DIC, 57e DI/156e DI) ;
- 1 DIB Britannique (27e DIB) ;
- 1 Régiment de cavalerie ;
- 2 Groupes de 155 (IV/345 hippo - VII/85e tracté) ;
- 1 service aéronautique.

**21 novembre 1918** : Télégramme n°14476 BS/3 du 21 novembre 1918 qui déclenche l'intervention et en définit les modalités.

**11 décembre 1918** : Débarquement à Odessa des compagnies de débarquement de la Marine. Prise de la ville aux «Pietlouriens» en liaison avec une unité de l'Armée des Volontaires commandée par le général blanc Grichine-Almazov. Le 17 décembre, débarquement à Odessa du général Borius et des premiers éléments de la 156e DI. Le général Grichine-Almazov est nommé gouverneur d'Odessa par le général Borius.

**Fin décembre 1918** : Débarquement à Sébastopol d'un régiment sous le commandement du colonel Ruet.

**28 janvier 1919** : Télégramme n°987/BS/3 rectifiant les attributions du commandement :

- général Franchet d'Esperey dispose des pouvoirs de coordination de l'AAO ;
- général Berthelot assure le commandement de l'Armée du Danube.

**11 février 1919** : Arrivée des derniers éléments de la 156e DI ;

**3 mars 1919** : Premières offensives de l'Armée Rouge à

Bielajewska (50 km au nord d'Odessa).

**Du 1er mars au 1er avril 1919** : Évacuation des troupes Allemandes de Russie méridionale.

**4 mars 1919** : Message n°7034/3 du Général AAO au ministère de la Guerre mettant en garde le gouvernement face aux problèmes liés à l'intervention en Russie méridionale.

**10 mars 1919** : Deux unités de renfort à Kherson refusent de marcher. Évacuation de Kherson après 10 jours de combats héroïques d'une poignée de Français et d'un bataillon grec.

**12 mars 1919** : Visite du général Franchet d'Esperey à Sébastopol. Le général déclare aux Blancs : «*Si le front tient deux semaines, les Blancs auront droit à des renforts*».

**16 mars 1919** : Évacuation de Nicolaïeff.

Du 15 au 30 mars 1919 : Mise en état de défense de la ville d'Odessa (le 23 mars, diffusion de l'Instruction n°1 sur la préparation de l'évacuation d'Odessa).

**22 mars 1919** : État de siège à Sébastopol.

**23 mars 1919** : Remplacement du colonel Ruet par le colonel Trousson à Sébastopol. (Par Instruction n°750 du 23 mars 1919, le colonel Trousson est nommé commandant des forces alliées en Crimée).

**25 mars 1919** : Décision du Conseil des Quatre (Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Orlando) d'évacuer Odessa.

**Du 3 au 6 avril 1919** : Évacuation d'Odessa.

**19 avril 1919** : Mutinerie à bord du cuirassé «France».

**20 avril 1919** : Révolte à bord du «Jean Bart».

**22 avril 1919** : Fin des mutineries.

**28 avril 1919** : Évacuation de Sébastopol. La ville est prise par les Rouges. Fin de l'intervention directe de la France en Mer Noire.

**29 octobre 1920** : Participation de la flotte française à l'évacuation des restes de l'Armée Wrangel en Crimée.

## Bibliographie

— Général Jean Bernachot, *Les Armées françaises en Orient après l'Armistice de 1918*, Tome 2 : *l'Armée du Danube*, Imprimerie Nationale, Paris, 1970, 445 pages.

— Raymond Cartier, *Le monde entre deux guerres*, Larousse, Paris, 1974, 431 pages.

— Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1985, 962 pages.

— Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Bayard, Paris, 1988, 1 077 pages.

— Marina Grey et Jean Bourdier, *Les Armées Blanches*, Stock, Paris, 1968, 283 pages.

— Anna Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques 1917-1924*, Paris, 1981.

— Edward Mandell House et Charles Seymour, *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919*, Payot, Paris, 1923, 346 pages.

— Jean Martet, *M. Clemenceau peint par lui-même*, Albin Michel, Paris, 1929, 316 pages.

— Mermeix, *Le combat des trois*, Ollendorff, Paris, 1923, 311 pages.

— Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales* (tome VII), Hachette, Paris, 1957, 376 pages.

## SOURCES

## Périodiques

— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1918 ; séances du 11 décembre et du 29 décembre 1918 ;

— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1919 ; séances du 24 au 29 mars 1919 ;

— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1919 ; séances du 10 au 17 juillet 1919 ;

— *Archives du ministère des Affaires étrangères* ; volume 1 000.